

**CONSULTATION PUBLIQUE N°2018-011 DU 11 OCTOBRE 2018 RELATIVE À LA COMPENSATION DES
CONSOUMMATEURS FAISANT APPEL À LEUR PRESTATAIRE HABITUEL POUR ADAPTER LEURS
INSTALLATIONS INTÉRIEURES DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION DE CONVERSION DU RÉSEAU DE
GAZ B**

Contribution des Associations Familiales Laïques de Paris

Q1 : Êtes-vous d'accord avec les modalités de compensations pour les consommateurs « sans process » qui choisiront de faire appel à leur prestataire habituel d'entretien ? Si non, que proposez-vous ?

Cette solution avait été privilégiée par les organisations de consommateurs, et notamment la nôtre, interrogée par la CRE dans le cadre de son étude technico-économique sur le sujet. Elle est à notre avis de nature à rassurer les consommateurs disposant déjà d'une entreprise pour l'entretien de leurs chaudières. Elle est également efficace, les intervenants connaissant déjà l'installation de leurs clients. Par ailleurs, cette solution pourrait contribuer pour l'avenir, à l'issue de l'expérimentation, à décharger d'une part des réglages et adaptations les entreprises choisies à l'issue d'appels d'offre, le risque étant de ne pas disposer à terme d'effectifs suffisants pour ce faire.

Q2 : Êtes-vous favorable à la méthodologie proposée pour valider le niveau des compensations pour les consommateurs « avec process » ? Si non, que proposez-vous ?

Oui, cette méthodologie permet de répondre à des situations très diverses, avec plusieurs niveaux de contrôle, selon les coûts d'abord par le GRD, puis éventuellement par les services de la CRE.

REMARQUE : Il est regrettable qu'une étape ne soit pas abordée dans les consultations passées et présente. : celle du financement des matériels qui ne seraient pas réglables ou adaptables. En effet, nous savons déjà que **sur le secteur de DOULLENS, 70 ménages vont être informés en fin de mois de cette inadaptabilité de leur chaudière de chauffage. Aucun dispositif n'a été envisagé en phase d'expérimentation**, et selon leur situation, certains ménages seront très probablement dans l'impossibilité, malgré les dispositifs existants aujourd'hui, de remplacer leur chaudière. Les GRD ignorent la situation de précarité éventuelle de ces ménages, et nous savons que **la question du reste à charge est un problème majeur aujourd'hui**. Si l'on considère qu'une chaudière à condensation coûte environ 4 000 euros, le reste à charge avec les dispositifs existants est au minimum de 20%, soit 1 250 euros. La situation est encore plus difficile pour les ménages équipés de radiateurs à gaz, heureusement moins nombreux, puisque le reste à charge est pour eux de 100%.

Bien que l'objet de cette consultation ne soit pas lié à la question du financement des appareils non réglables et non adaptables, **il nous semble important d'attirer l'attention des services de la CRE sur ce problème qui est de première urgence pour les ménages concernés.**

Rappelons que ces ménages subissent la fin d'exploitation du gaz B, ils n'ont rien demandé à personne, et il serait inacceptable qu'ils essuient les plâtres d'une expérimentation aux contours insuffisamment définis en ce qui les concerne individuellement.

Fait à Paris, Le 1^{er} novembre 2018